



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)**

**Accord-cadre n°MA.2025.2081**

---

Le pouvoir adjudicateur :

**CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE  
(CNAM)**

Objet de l'accord-cadre :

**LOT 1 : FORMATION EN ECONOMIE DE LA SANTE**

## Sommaire

ARTICLE 1.	PARTIES A L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 3.	NATURE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4.	FORME DE L'ACCORD CADRE.....	3
ARTICLE 5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 6.	MONTANT DE L'ACCORD CADRE .....	4
ARTICLE 7.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE .....	4
ARTICLE 8.	EXECUTION .....	5
8.1	MODALITE D'EXECUTION .....	5
8.2	FORMATION EN INTRA-ENTREPRISE .....	5
8.3	FORMATION EN INTER-ENTREPRISES .....	5
8.4	LIEU D'EXECUTION .....	5
8.5	LANGUE D'EXECUTION.....	6
8.6	DELAIS D'EXECUTION.....	6
8.7	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 9.	MODALITES DE PAIEMENT .....	6
9.1	FACTURATION .....	6
9.2	CONDITIONS DE TRANSMISSION DES FACTURES.....	6
9.3	PAIEMENT .....	7
ARTICLE 10.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 11.	MODALITES DE COMMANDES DES FORMATIONS.....	8
11.1	—FORMATION SUR CATALOGUE.....	8
11.2	FORMATION SUR MESURE .....	9
ARTICLE 12.	MODALITES D'ORGANISATION DES FORMATIONS.....	9
12.1	PROGRAMMATION DES FORMATIONS.....	9
12.2	NOMBRE DE PARTICIPANTS .....	9
ARTICLE 13.	MODALITES PEDAGOGIQUES.....	9
13.1	SUPPORTS PEDAGOGIQUES.....	9
13.2	MOYENS TECHNIQUES.....	9
13.3	DUREE DES SESSIONS.....	10
13.4	NOMBRE DE SESSIONS.....	10
ARTICLE 14.	EVALUATION DES FORMATIONS.....	10
14.1	EVALUATION DES PARTICIPANTS .....	10
14.2	EVALUATION DU FORMATEUR.....	10
ARTICLE 15.	REVISION ET AJUSTEMENT DU PROGRAMME.....	10
ARTICLE 16.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
16.1	RESPECT DES DELAIS.....	10
16.2	QUALIFICATIONS DES FORMATEURS .....	11
16.3	CONTROLE DE LA QUALITE DE LA PRESTATION .....	11
ARTICLE 17.	MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI.....	11

17.1	MODALITES D'EXECUTION DES FORMATIONS.....	11
17.2	RETARD DANS L'EXECUTION.....	11
17.3	OBLIGATIONS DE MOYENS.....	11
17.4	MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE <b>TITULAIRE</b> .....	11
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>GARANTIES ET RESPONSABILITES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>12</b>
19.1	SOUS-TRAITANCE.....	12
19.2	CESSIION DE L'ACCORD CADRE .....	12
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>AVANCE.....</b>	<b>13</b>
20.1	AVANCE AU <b>TITULAIRE</b> .....	13
20.2	AVANCE AUX SOUS-TRAITANTS .....	13
<b>ARTICLE 21.</b>	<b>ETABLISSEMENT ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 22.</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 23.</b>	<b>ETABLISSEMENT DU PRIX DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>14</b>
23.1	ETABLISSEMENT DU PRIX.....	14
23.2	CONTENU DU PRIX .....	15
23.3	REVISION DES PRIX .....	15
<b>ARTICLE 24.</b>	<b>RESPONSABILITE ET ASSURANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 25.</b>	<b>REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 26.</b>	<b>PROTECTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE ET TRAITEMENT DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</b>	<b>17</b>
26.1	TRAITEMENT DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.....	17
26.2	REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU <b>TITULAIRE</b> .....	17
26.3	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	17
26.4	PROTECTION DU PERSONNEL .....	18
<b>ARTICLE 27.</b>	<b>RESILIATION .....</b>	<b>18</b>
27.1	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	18
<b>ARTICLE 28.</b>	<b>GESTION DES CIRCONSTANCES IMPREVUES ET DES CAS DE FORCE MAJEURES.....</b>	<b>19</b>
28.1	CAS DE FORCES MAJEURE OU IMPREVU .....	19
28.2	REPRISE OU MODIFICATION DES PRESTATIONS.....	19
<b>ARTICLE 29.</b>	<b>LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION .....</b>	<b>19</b>
29.1	ATTRIBUTION D'UNE JURIDICTION .....	20
<b>ARTICLE 30.</b>	<b>CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 31.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>20</b>

## **ARTICLE 1. PARTIES A L'ACCORD-CADRE**

Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et les autres pièces contractuelles mentionnées ci-après régissent les stipulations contractuelles unissant les parties à l'accord cadre visé, à savoir, le prestataire de service désigné sous le nom de « **titulaire** » et la « CNAM », Etablissement public national à caractère administratif représentant le « pouvoir adjudicateur ».

L'identité et les caractéristiques du **Titulaire** sont précisées à l'Acte d'Engagement.

## **ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre a pour objet l'exécution de prestations de formations en économie de la santé.

Ces formations, destinées aux agents de la CNAM, ont pour objectif de renforcer leurs connaissances sur les programmes d'intervention en santé, en particulier ceux liés à l'Assurance Maladie, afin de soutenir l'amélioration des pratiques et l'efficacité des politiques publiques dans ce domaine.

## **ARTICLE 3. NATURE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4. FORME DE L'ACCORD CADRE**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, s'exécutant par l'émission de bons de commande qui peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre<sup>1</sup>, sans minimum mais soumis à un montant maximum de 100 000 € TTC, sur l'ensemble de sa durée reconduction comprise.

Conformément à l'article R. 2162-8 du Code de la commande publique, il est précisé qu'en cas de situations particulières et exceptionnelles en justifiant la formalisation, la CNAM pourra se réserver la possibilité d'émettre des marchés subséquents. Cas échéant, et conformément à l'article R. 2162-9 du CCP, il pourra être demandé des compléments à l'offre du **Titulaire** afin de permettre leur formalisation.

Ces marchés subséquents prendront la forme d'un accord-cadre à bon de commande dans les mêmes conditions que celles fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP indiqués supra.

Les bons de commande sont passés conformément aux articles R. 2162-13 et 14 du Code de la commande publique, selon les modalités fixées à l'article « exécution » du présent CCP.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre mentionnées à l'article 6 fixent l'ensemble des stipulations contractuelles encadrant l'exécution des Prestations de formations en économie de la santé.

Quant à eux, les bons de commande préciseront notamment :

- Le type de formation ;
- Le lieu de la formation ;
- La date et l'horaire de la formation ;
- La durée de la formation ;

---

<sup>1</sup> Conformément à l'article R. 2162-2, second alinéa, à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

- Le nombre de participants.

#### **ARTICLE 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification. Le présent accord- cadre est conclu pour une période initiale deux (2) ans. Il est reconductible une (1) fois à l'issue de la première année, pour une durée d'un (1) an, ce par reconduction tacite. La durée globale de l'accord-cadre ne peut excéder trois (3) ans.

Le CNAM doit avertir le **Titulaire** d'une éventuelle décision de non-reconduction du présent accord-cadre à l'issue de la première année, ou au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au terme de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder un délai de trois (3) mois après le terme de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 6. MONTANT DE L'ACCORD CADRE**

Le présent accord cadre étant un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum de 100 000 € TTC sur sa durée d'exécution maximal.

#### **ARTICLE 7. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAF-FCS, l'accord-cadre est composé des pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement ;
- La pièce financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le Mémoire Technique ;
- Les bons de commandes ;
- Les Marchés subséquents ;
- Le CCAG-FCS 2021 régit les marchés publics de fournitures courantes et de services, en vigueur depuis le 1er avril 2021.

Ces pièces, exprimant l'intégralité des obligations des parties, constituent le présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-avant.

Si une ou plusieurs des stipulations des pièces de l'accord-cadre sont tenues pour non valides ou considérées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites et les autres stipulations demeureront en vigueur.

Les pièces de l'accord-cadre ne peuvent être modifiées que par un avenant conclu dans les limites des dispositions des articles L. 2194-1 ainsi que R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## ARTICLE 8. EXECUTION

### 8.1 Modalité d'exécution

L'exécution des prestations se fera en inter ou intra-entreprise dans les locaux de la CNAM ou dans tout autre lieu désigné par la CNAM. Chaque session de formation pourra être composée d'un ou plusieurs groupes de participants, en fonction de l'organisation interne de la CNAM.

Si la formation se déroule en dehors des locaux de la CNAM, le **Titulaire** devra prendre en charge tous les frais de déplacement et d'hébergement du formateur.

### 8.2 Formation en intra-entreprise

Les formations en intra-entreprise seront réalisées directement dans les locaux de la CNAM. L'exécution de la prestation se fera sous forme de sessions individuelles ou collectives, adaptées aux besoins spécifiques de la CNAM et des participants désignés par la CNAM. Le **Titulaire** de formation s'engage à fournir le matériel pédagogique nécessaire ainsi qu'à désigner un formateur qualifié pour assurer la conduite de la session. Les dates et horaires des formations intra-entreprise seront convenus entre la CNAM et le **Titulaire** au minimum quinze (15) jours avant la date de début de la formation, sauf accord préalable spécifique.

En cas d'empêchement imprévu du **Titulaire** ou de modification des conditions initialement définies (nombre de participants, durée, contenu spécifique, etc.), le **Titulaire** devra en informer la CNAM dans un délai de sept (7) jours ouvrés, et des ajustements seront opérés de manière à garantir la bonne réalisation de la formation, sous réserve de la disponibilité du formateur et des ressources pédagogiques.

Les prestations en intra peuvent se déroulent également dans les locaux du **Titulaire**. Elles prennent la forme d'une session de groupe.

### 8.3 Formation en inter-entreprises

Les formations en inter-entreprise se dérouleront directement dans les locaux du **Titulaire** ou dans un lieu convenu entre les parties. Le **Titulaire** de la formation s'engage à fournir le matériel pédagogique nécessaire et à désigner un formateur qualifié pour assurer la conduite de la session.

Les dates et horaires des formations inter-entreprise seront définis d'un commun accord entre la CNAM et le **Titulaire**, avec un préavis d'au moins quinze (15) jours avant la date de début de la formation, sauf accord préalable spécifique.

### 8.4 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront sur les sites parisiens de la CNAM :

*CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM)*

*50, avenue du Professeur André Lemierre,  
75 986 PARIS Cedex 20.*

Le cas échéant dans d'autres lieux en région parisienne spécifiés par la CNAM, dans les bons de commande selon les besoins.

#### 8.5 Langue d'exécution

Toutes les prestations, documents, échanges, supports pédagogiques et rapports devront être réalisés en langue française. Toute traduction éventuelle reste à la charge du **Titulaire**.

#### 8.6 Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, l'exécution des prestations démarre conformément à la date fixée dans les bons de commande transmis par le pouvoir adjudicateur (ou l'un de ses représentants en charge du suivi d'exécution des prestations, dont les noms et coordonnées seront communiqués au **Titulaire** à compter de la notification de l'accord-cadre).

De la même façon, dans le cas particulier de prestations régies selon les termes d'un marché subséquent, les prestations commenceront à compter de la date de notification du marché subséquent considéré, ou à défaut, conformément à ses prescriptions particulières.

Les bons de commandes et marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, quelle que soit leur durée d'exécution, sans toutefois que l'un ou l'autre ne puisse excéder de plus de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les délais indiqués au présent accord-cadre sont calendaires conformément aux articles 3.2.1 à 3.2.6 du CCAG-FCS.

#### 8.7 Vérification et admission des prestations

Conformément aux articles 28 à 34 du CCAG-FCS 2021, les prestations de services objet du présent accord-cadre feront l'objet, à chaque exécution, de vérifications simples, qualitatives et, le cas échéant, quantitatives, destinées à s'assurer de leur conformité aux stipulations contractuelles.

À l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour notifier au **Titulaire** sa décision d'admission, d'ajournement – assortie, le cas échéant, de réserves à lever dans un délai imparti – ou de rejet, impliquant la reprise ou le réexamen des prestations aux frais du **Titulaire**. Si les prestations présentent des écarts mineurs ne justifiant pas un rejet, une réfaction pourra être appliquée, consistant en une réduction du prix proportionnelle à la non-conformité constatée.

L'admission vaut reconnaissance de la conformité des prestations et fait courir le délai de garantie, sans préjudice de l'obligation de garantie contre les vices cachés.

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans la présente clause, il est fait référence aux dispositions des articles 28 à 34 du CCAG-FCS 2021.

### **ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT**

#### 9.1 Facturation

La facturation se fait à la réception du Procès-Verbal (P.V) de service fait.

#### 9.2 Conditions de transmission des factures

La CNAM, Etablissement Public National Administratif a mis en place le dispositif de réception dématérialisée des factures.

En conséquence, le **Titulaire** doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, Chorus Pro, dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le **Titulaire** est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le **Titulaire** devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369 ;
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE ;
- A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de l'accord cadre tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent accord cadre.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le **Titulaire** pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>;
- L'agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE), par courriel, à l'adresse suivante : [cpp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:cpp2017.aife@finances.gouv.fr).

Mentions devant figurer sur les factures quel que soit leur mode de transmission :

Les factures devront comporter les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- Nom et adresse du **Titulaire** ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Désignation et adresse du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées, désignation la prestation effectuée, dates d'exécution;
- Le prix unitaire H.T, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Une seule facture est établie pour l'ensemble des prestations réalisées au cours du mois échu.

### 9.3 Paiement

Les règlements sont effectués par l'Agent Comptable de la CNAM sur présentation par le **Titulaire** de factures établies en un exemplaire et des documents associés.

Le règlement s'effectue par virement au compte noté sur l'Acte d'engagement.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier de la CNAM.



Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application de l'accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité au versement des intérêts moratoires au profit du **Titulaire** ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

#### **ARTICLE 10. DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Ces formations sont destinées à familiariser les agents de la CNAM avec les concepts clés de l'économie de la santé et de l'évolution des politiques de santé publique.

Les objectifs pédagogiques sont les suivants :

- Introduction à l'économie de la santé : Concepts de base et leur application dans les politiques publiques ;
- Analyse des politiques de santé : Méthodes de conception, mise en œuvre et évolution des programmes de santé ;
- Études de cas : Application des concepts à des exemples réels issus de l'actualité de l'économie de la santé.

Les formations devront également inclure :

- Des supports pédagogiques fournis aux participants en amont des sessions ;
- Des études de cas pratiques pour favoriser l'apprentissage par la pratique ;
- Evaluations des connaissances avant et après la formation pour mesurer les acquis.

#### **ARTICLE 11. MODALITES DE COMMANDES DES FORMATIONS**

La CNAM peut choisir la formation à dispenser selon deux modalités :

- Formation à partir d'un catalogue : Le **Titulaire** fournira un catalogue de formations disponibles, détaillant les modules proposés, les objectifs pédagogiques, la durée, et le contenu des formations. La CNAM pourra sélectionner des formations dans ce catalogue en fonction de ses besoins ;
- Formation sur-mesure : La CNAM définit avec le **Titulaire** les besoins spécifiques en termes de contenu ;
- d'objectifs pédagogiques, de durée et de mode de délivrance (en présentiel ou à distance).

##### **11.1 –Formation sur catalogue**

Le titulaire met à disposition de la CNAM un catalogue de formations en économie de la santé, tel que décrit dans la pièce financière annexée (« éco de la santé catalogue »).

Le candidat est tenu de compléter l'ensemble des lignes pré-remplies figurant dans ladite pièce financière.

En complément, et afin de favoriser l'évolutivité du catalogue, le candidat est autorisé à ajouter des lignes supplémentaires correspondant à des modules additionnels, dès lors que ceux-ci :

- Relèvent du périmètre de l'accord-cadre (formations en économie de la santé ;
- Respectent les exigences pédagogiques et techniques prévues aux articles 12 (modalités pédagogiques), 13 (évaluation) et 15 (qualification des formateurs) ;
- Sont renseignés avec les mêmes informations obligatoires que les lignes existantes (intitulé, objectifs pédagogiques, durée, niveau requis, nombre de stagiaires, prix en intra et en inter, taux de TVA applicable).

Ces lignes supplémentaires pourront être utilisées par la CNAM, sous réserve de validation expresse, dans les conditions financières indiquées par le titulaire.

#### 11.2 Formation sur mesure

Les formations sur-mesure sont définies exclusivement par la CNAM et le **Titulaire**, en fonction de des besoins spécifiques de la CNAM, sur la base des thèmes mentionnés dans la pièce financière.

Le titulaire complète les informations demandées pour ces thèmes (durée, objectifs, supports, prix unitaire par session).

**Aucun ajout de lignes n'est autorisé dans cette partie.**

Toute adaptation ultérieure relève uniquement de la demande expresse de la CNAM dans le cadre d'un bon de commande.

### ARTICLE 12. MODALITES D'ORGANISATION DES FORMATIONS

#### 12.1 Programmation des formations

Les formations devront être planifiées de manière à permettre une couverture complète de l'ensemble des objectifs pédagogiques dans le délai imparti. Chaque session de formation devra se dérouler dans le respect des calendriers validés par la CNAM, après un échange préalable avec le **Titulaire**.

#### 12.2 Nombre de participants

Le **Titulaire** est responsable de fixer le nombre minimum et maximum de participants par session de formation dans son offre. Toutefois, le nombre de participants par session sera déterminé par la CNAM, en fonction de ses besoins spécifiques.

### ARTICLE 13. MODALITES PEDAGOGIQUES

Le **Titulaire** devra garantir une méthode pédagogique interactive et participative, en utilisant des outils variés, tels que des exposés théoriques, des études de cas pratiques, des travaux en petits groupes, des démonstrations de logiciels, et des exercices pratiques sur ordinateur.

Les formateurs devront faire preuve de flexibilité et adapter leurs méthodes pédagogiques aux profils des participants.

#### 13.1 Supports pédagogiques

Les supports de formation devront être fournis par le **Titulaire** à la CNAM pour validation dans un délai raisonnable. Ces supports devront être suffisamment détaillés pour que les participants puissent les utiliser pendant et après les formations.

#### 13.2 Moyens techniques

Le **Titulaire** devra s'assurer que la CNAM dispose du matériel nécessaire à la bonne exécution des formations, le cas échéant le lui fournir:

- Logiciels nécessaires à l'exécution des exercices pratiques (R, Python, SAS, etc.) ;
- Les outils de formation en ligne ;
- Projecteurs et supports de présentation pour assurer une visibilité optimale des contenus durant les sessions.

### 13.3 Durée des sessions

Pour les sessions en intra entreprise, chaque session de formation le prestataire déterminera la durée de la formation. La durée d'une intervention en amphi sera, elle, déterminée par le prestataire, en concertation avec la CNAM, en fonction des sujets abordés.

### 13.4 Nombre de sessions

Le **Titulaire** devra proposer plusieurs sessions pour chaque lot, afin de permettre à tous les agents de suivre la formation. Le nombre exact de sessions en intra- entreprise sera déterminé en fonction du calendrier et des besoins de la CNAM.

## **ARTICLE 14. EVALUATION DES FORMATIONS**

### 14.1 Evaluation des participants

Une évaluation des participants sera réalisée à la fin de chaque formation. Elle devra comporter :

- Une évaluation des acquis : Test de connaissances pour mesurer la compréhension des concepts enseignés ;
- Une évaluation de la satisfaction des participants : Questionnaire de satisfaction sur la qualité du contenu, la pédagogie et l'organisation.

### 14.2 Evaluation du formateur

Le formateur sera également évalué sur la base des retours des participants, concernant notamment sa pédagogie, sa capacité à transmettre les concepts et à gérer la session de formation.

## **ARTICLE 15. REVISION ET AJUSTEMENT DU PROGRAMME**

Le programme des formations en intra- entreprise pourra être révisé sur demande de la CNAM, en fonction de l'évolution des besoins des agents ou des nouvelles priorités de la CNAM. Toute modification importante sera validée par les deux parties.

## **ARTICLE 16. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### 16.1 Respect des délais

Le **Titulaire** s'engage à respecter les délais : Organiser et réaliser les formations selon le calendrier validé par la CNAM.

#### 16.2 Qualifications des formateurs

Les formateurs doivent posséder des qualifications appropriées et une expérience pertinente dans les domaines de la statistique et de l'économie de la santé. Le **Titulaire** devra fournir un Curriculum vitae détaillé de chaque formateur, ainsi qu'une présentation de leur parcours professionnel avant le début des formations.

#### 16.3 Contrôle de la qualité de la prestation

Le **Titulaire** devra garantir que le contenu des formations respecte les exigences du présent accord cadre et les attentes de la CNAM.

### ARTICLE 17. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI

#### 17.1 Modalités d'exécution des formations

Le **Titulaire** doit s'assurer que l'ensemble des ressources nécessaires à la bonne exécution des formations soit disponible le jour de la session.

#### 17.2 Retard dans l'exécution

En cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités de retard pourront être appliquées, conformément aux dispositions du Code la commande publique.

#### 17.3 Obligations de moyens

Dans le cadre de l'ensemble de l'accord cadre et pour chaque bon de commande, le **Titulaire** est soumis à une obligation de moyens. Cela signifie qu'il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et pédagogiques nécessaires pour dispenser la formation conformément aux exigences de l'accord-cadre, sans garantir un résultat spécifique quant à l'acquisition des connaissances ou compétences des participants.

Le **Titulaire** s'engage ainsi à réaliser la prestation de formation dans des conditions de qualité, conformément aux normes définies par la CNAM. Il devra notamment respecter les délais et les coûts prévus dans les bons de commande et les documents contractuels régissant le présent accord-cadre. Toutefois, il ne peut être tenu responsable de l'atteinte d'un résultat spécifique, celui-ci dépendant de facteurs externes, notamment des participants.

#### 17.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le **Titulaire** s'engage à informer immédiatement la CNAM en cas d'indisponibilité, d'absence ou de retard du personnel initialement prévu pour assurer la prestation et à mettre en œuvre un remplacement répondant aux exigences de qualité fixées dans le présent accord-cadre.

Le remplacement doit être assuré dans des conditions équivalentes, sans interruption ni altération de la qualité de service. Aucun surcoût ne pourra être appliqué du fait de ce remplacement.

En cas de retard ou d'absence non justifiée du personnel prévu le jour d'une cession de formation, des pénalités pourront être appliquées par la CNAM, conformément aux dispositions des articles 20 CCP.

La CNAM se réserve la possibilité de demander la récusation des personnels du **Titulaire** inadapté sans que la décision de nécessité aucune justification.

## ARTICLE 18. GARANTIES ET RESPONSABILITES

Le **Titulaire** devra fournir une garantie de bonne exécution des prestations et s'engage à remettre les résultats des évaluations des formations dans un délai raisonnable après chaque session. En cas de non-respect des engagements (par exemple, non-présentation de formateurs qualifiés, non-remise des supports pédagogiques à temps), la CNAM pourra appliquer des pénalités, conformément aux termes du CCP.

## ARTICLE 19. SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE

### 19.1 Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-7 du Code de la commande publique (CCP), le **Titulaire** de l'accord cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies par les articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du CCP.

La sous-traitance de la totalité de l'accord cadre est interdite.

En cas de sous-traitance, le **Titulaire** demeure seul responsable de l'exécution des prestations visées par l'accord-cadre, et il s'assure que ses sous-traitants respectent les termes de l'accord-cadre, y compris les délais, les coûts et les conditions de qualité.

### 19.2 Cession de l'accord cadre

Le **Titulaire** doit informer la CNAM de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise **Titulaire**, ainsi que de tout projet de cession de l'accord-cadre. Cette information doit intervenir dans les plus brefs délais et le **Titulaire** sera chargé de transmettre à la CNAM tous les documents et renseignements nécessaires concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre sera transféré ou cédé.

La cession de l'accord cadre ne peut intervenir qu'après accord préalable de la CNAM. Si la cession envisagée remet en cause les éléments essentiels ayant motivé le choix du **Titulaire** initial de l'accord-cadre ou modifie substantiellement l'économie de l'accord-cadre, la CNAM se réserve le droit de refuser cette cession.

Il est spécifié que la CNAM peut s'opposer à toute cession, sauf dans le cadre de procédures collectives (liquidation ou redressement judiciaire), ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l'activité de l'entreprise **Titulaire** est cédée, sous réserve que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties que le **Titulaire** initial, et qu'il accepte les conditions de l'accord-cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par la CNAM, celle-ci sera formalisée par un avenant constatant le transfert de l'accord cadre au nouveau **Titulaire**.

Cependant, un avenant n'est pas nécessaire dans les cas suivants : reprise du contrat par l'administrateur judiciaire dans le cadre d'une procédure collective ; changement affectant uniquement la raison sociale ou la domiciliation de l'entreprise, ou encore transformation de la structure juridique de l'entreprise sans création d'une nouvelle personne morale (par exemple, transformation d'une SARL en SA).

En cas de cession du présent accord-cadre, le **Titulaire** devra remettre à la CNAM, dès le jour d'effet de la cession, tous les documents en sa possession relatifs aux prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre, sans formalités supplémentaires.

## **ARTICLE 20. AVANCE**

### **20.1 Avance au Titulaire**

Les règles relatives à l'obtention de l'avance sont régies par les articles R. 2191-6 à R. 2191-19 et R. 2391-12 du Code de la commande publique (CCP).

Conformément à l'article R. 2191-5 du CCP, le **Titulaire** peut refuser le versement de l'avance en l'indiquant dans l'article dédié de l'acte d'engagement. À défaut d'indication contraire, le **Titulaire** est réputé avoir accepté l'avance.

Le présent accord cadre étant un accord-cadre à bons de commande, l'avance est accordée selon les règles de l'article R. 2191-17 du Code de la commande publique. Bien qu'il n'y ait pas de montant minimum spécifique pour cet accord-cadre, l'avance est calculée sur la base du montant maximum de l'accord-cadre, qui est de 100 000 € TTC, et la durée d'exécution de 36 mois.

L'avance est calculée à hauteur de 5 % du montant de l'accord-cadre, soit un montant total de 5 000 € TTC. Le versement de l'avance est effectué à compter de l'émission du premier bon de commande.

Le remboursement de l'avance sera effectué conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-19.2 du CCP.

Il est précisé que l'avance est accordée au **Titulaire** sur la partie des montants financiers non sous-traités (article R. 2191-6 du CCP). En cas de sous-traitance durant l'exécution de l'accord-cadre, le **Titulaire** ayant perçu l'avance devra rembourser celle-ci au prorata des prestations sous-traitées. Le remboursement s'imputera sur les sommes dues au **Titulaire**, dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance, même si le sous-traitant ne demande pas ou ne peut pas bénéficier de l'avance.

### **20.2 Avance aux sous-traitants**

Dès lors qu'une avance est prévue pour le **Titulaire**, les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct ont également droit à une avance, sur demande. La rubrique G du DC4 « Déclaration de sous-traitance » permet au sous-traitant d'indiquer s'il souhaite bénéficier de l'avance ; à défaut d'indication, l'avance sera réputée refusée.

Le renoncement du **Titulaire** à l'avance n'empêche pas ses sous-traitants d'en bénéficier.

L'avance pour le sous-traitant est de droit si le montant total de l'accord cadre public, et non uniquement le montant des prestations sous-traitées, est supérieur à 50 000 € TTC et si la durée du de l'accord cadre dépasse 2 mois. L'assiette de calcul de l'avance correspond au montant des prestations sous-traitées, tel qu'indiqué dans l'accord cadre ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

## **ARTICLE 21.      ETABLISSEMENT ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

### Emission de devis

Avant la réalisation des prestations, le **Titulaire** devra établir un devis sur la base des indications transmises par la CNAM.

Le **Titulaire** s'engage à remettre ce devis dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la demande de la CNAM. Les demandes de devis sont effectuées par téléphone et/ou par tout échange permettant d'accuser date certaine de réception (hors cas du démarrage de l'accord-cadre, devant à minima démarrer opérationnellement 48H à compter de la demande).

La CNAM se réserve le droit de refuser un devis, de demander sa modification/réédition, ou de l'accepter, dans ce dernier cas en émettant un bon de commande (ou, cas échéant, un marché subséquent).

La CNAM se réserve également le droit d'émettre directement un bon de commande au **Titulaire** sur la base des pièces contractuelles (dont notamment l'annexe financière à l'acte d'engagement).

Le **Titulaire** conseille la CNAM en cours d'exécution, dans une logique d'optimisation des prestations.

## **ARTICLE 22.      PENALITES**

En cas de manquement du **Titulaire** à ses obligations contractuelles, et notamment en cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport aux délais contractuels fixés dans les bons de commande ou les marchés subséquents, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, des pénalités journalières calculées comme suit :

Pénalité journalière =  $V \times P / 1000$

où :

- **V** = valeur hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent concerné ;
- **P** = nombre de jours calendaires de retard constatés.

Le montant total des pénalités appliquées ne pourra excéder 10 % de la valeur hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent concerné.

Ces pénalités sont indépendantes des dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait prétendre en réparation du préjudice effectivement subi.

Le pouvoir adjudicateur pourra, en outre, prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » du présent cahier.

## **ARTICLE 23.      ETABLISSEMENT DU PRIX DE L'ACCORD CADRE**

### **23.1      Etablissement du prix**

L'accord cadre est traité à prix unitaires, spécifiés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le montant total maximal de commande pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, y compris les reconductions, est fixé à 100 000 € TTC. Cette somme se répartit comme suit :

- Lot 1 : Formation en économie de la santé, pour un montant maximum de 100 000 € TTC.

### 23.2 Contenu du prix

Les prix sont réputés inclure l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de la formation objet de l'accord cadre, y compris, mais sans s'y limiter :

- Les coûts de main-d'œuvre des formateurs et du personnel pédagogique (salaires et charges sociales) ;
- Les coûts de préparation et de gestion des sessions de formation (planification, coordination, communication avec les participants, etc.) ;
- Les équipements pédagogiques, matériels et logiciels mis à disposition par le **Titulaire** pour la bonne exécution des prestations ;
- Les coûts de location de salles de formation ou d'espaces nécessaires à la réalisation des formations, le cas échéant ;
- Les frais de transport, de déplacement et d'hébergement des formateurs, si applicable ;
- Les frais de gestion administrative et de suivi des formations, y compris la gestion des inscriptions, la création de supports pédagogiques, la remise de documents ou de certificats de formation ;
- Les frais généraux et marges liés à l'exécution des prestations ;
- Les coûts liés à la mise à jour des supports pédagogiques et des contenus de formation, en fonction des évolutions réglementaires ou scientifiques ;
- Les frais de gestion de la documentation nécessaire à l'évaluation de la formation (suivi des évaluations des participants, analyses de satisfaction, rapports de formation) ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que les assurances nécessaires à l'exécution des prestations, si applicable.

Le **Titulaire** est réputé avoir pris connaissance de la nature des installations et des locaux mis à disposition, des modalités d'accès, des exigences spécifiques des autorités sanitaires et des conditions d'exécution de la prestation. Aucune somme supplémentaire ne pourra être demandée pour des éléments non spécifiés dans l'annexe financière, qu'il s'agisse de frais d'organisation, d'équipement ou de formation. Il ne pourra être facturé de frais supplémentaires correspondant à des minimas de commande ou des montants minimaux, que ce soit en termes de nombre de participants ou de valeurs forfaitaires.

### 23.3 Révision des prix

Les prix définis dans le présent accord-cadre sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre, exprimés en euros et appliqués sur une base unitaire.

## **ARTICLE 24.      RESPONSABILITE ET ASSURANCE**



Le **Titulaire** déclare être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour couvrir l'ensemble des conséquences dommageables pouvant résulter de ses actes, de ceux de ses préposés ou de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent accord-cadre.

Il s'engage à régler l'intégralité des primes d'assurance afin que la CNAM puisse faire valoir ses droits en tant que bénéficiaire. Le **Titulaire** s'engage à fournir une attestation d'assurance responsabilité civile **à la notification**, et chaque année sur demande de la CNAM sous un délai de 48 heures.

En outre, le **Titulaire** garantit la CNAM contre tout sinistre résultant des actions de son personnel lors des interventions, y compris les dommages affectant les matériels, les locaux et les personnes.

## **ARTICLE 25. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le **Titulaire** dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement ».

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel du **Titulaire** traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter une aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc.) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer, une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée ;
- Notifier à la CNAM, toute violation de données que le **Titulaire** traite pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM.

Dans l'hypothèse où le **Titulaire** aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CNAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le **Titulaire** demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le **Titulaire** à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le **Titulaire** pour le compte de la CNAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;

- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un éventuel plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la CNAM, le **Titulaire** doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans l'éventualité où le **Titulaire** est soumis à l'obligation d'en désigner un.

## **ARTICLE 26. PROTECTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE ET TRAITEMENT DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**

### **26.1 Traitement des informations confidentielles**

Le **Titulaire** s'engage à respecter strictement la confidentialité des informations qu'il pourrait obtenir durant l'exécution des prestations. Toute information relative aux participants, aux données personnelles ou aux méthodes de travail de la CNAM devra être traitée de manière confidentielle.

Les supports pédagogiques et tout autre matériel utilisé dans le cadre des formations resteront la propriété de la CNAM.

### **26.2 Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire**

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

Travail dissimulé : Conformément aux articles L.8222-1 et L.8222-4 du Code du travail, le **Titulaire** de l'accord-cadre doit fournir à la CNAM les documents prévus aux articles D.8222-5 (pour un cocontractant établi en France) et D.8222-7 (pour un cocontractant établi ou domicilié à l'étranger). Ces documents doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du Code du travail, le **Titulaire** de l'accord-cadre doit remettre à la CNAM une liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, la date d'embauche, la nationalité, ainsi que le type et le numéro du titre valant autorisation de travail.

Ces documents doivent être déposés tous les six mois, jusqu'à l'achèvement de l'exécution de l'accord-cadre, sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CNAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En application de l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, le défaut de transmission de ces documents peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du **Titulaire**. Après une mise en demeure restée sans effet, la CNAM pourra procéder à cette résiliation par courrier recommandé avec accusé de réception, sans que le **Titulaire** puisse prétendre à une quelconque indemnisation, conformément aux dispositions relatives à la résiliation du présent CCP.

Cette version est plus concise, avec des formulations plus fluides et un meilleur enchaînement des idées.

### **26.3 Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis d'un titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de traités ou accords internationaux.

Le **Titulaire** atteste, sur l'honneur, employer des salariés qui, s'ils ne possèdent pas la nationalité française, sont autorisés à exercer une activité professionnelle, conformément au Code du travail.

Par ailleurs, le **Titulaire** s'engage à n'employer, pour la durée du présent accord-cadre, que des salariés dûment autorisés à exercer une activité professionnelle.

#### 26.4 Protection du personnel

Le **Titulaire** s'engage à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'oeuvre est employée, à savoir :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le **Titulaire** doit être en mesure de fournir sur simple demande de la CNAM, tous les justificatifs permettant de démontrer le respect effectif des obligations et dispositions susmentionnées.

#### **ARTICLE 27. RESILIATION**

Conformément aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS. En sus de ces dispositions, la CNAM peut également prendre la décision de résilier l'accord-cadre aux torts du **Titulaire** :

- Lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par le Pouvoir adjudicateur. À défaut d'indication de délai, le **Titulaire** défaillant dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du **Titulaire** sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- S'il refuse le paiement des pénalités de retard ;

Par ailleurs, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, la CNAM se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de :

- Non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre (tels que des non respects de collectes), et ce sans motif valable à l'appréciation du pouvoir adjudicateur ;
- Du défaut de régularisation de sa situation fiscale et sociale.

La CNAM peut résilier le présent accord-cadre à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois :

- Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il est enfin précisé qu'en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le **Titulaire** ne percevra pas d'indemnité.

#### 27.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L.2195-4 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le **Titulaire** ne pourra prétendre qu'au règlement des prestations réalisées ainsi qu'à une indemnisation limitée aux dépenses engagées, dûment justifiées, sans droit à indemnité complémentaire

## ARTICLE 28. GESTION DES CIRCONSTANCES IMPREVUES ET DES CAS DE FORCE MAJEURES

### 28.1 Cas de forces majeure ou imprévu

En cas de survenance de circonstances extérieures que les parties ne pouvaient pas raisonnablement prévoir lors de la signature de l'accord-cadre et empêchant temporairement ou définitivement l'exécution totale ou partielle des prestations (cas de force majeure<sup>2</sup>, événement imprévisible ou irrésistible), l'exécution de l'accord-cadre est suspendue ou adaptée selon des modalités à convenir entre les parties, dans le respect des articles L.2194-1, R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Chaque partie devra notifier l'autre de l'événement par écrit dès sa survenance. Les conditions d'une éventuelle reprise, modification ou résiliation de l'accord-cadre seront alors déterminées de bonne foi, par voie d'avenant ou autre modalité compatible avec la réglementation en vigueur.

### 28.2 Reprise ou modification des prestations

Si l'événement de force majeure ou la situation imprévue se prolonge au-delà de trente (30) jours calendaires, les parties échangeront afin de :

- Réadapter les prestations ou modifier le calendrier d'exécution par avenant ;
- Ou, si nécessaire, constater d'un commun accord la résiliation partielle ou totale du bon de commande ou de l'accord-cadre, sans pénalité ni indemnité, sauf paiement des prestations effectivement réalisées.

## ARTICLE 29. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le représentant du Pouvoir adjudicateur et le **Titulaire** s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des dispositions de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

La procédure à suivre par le **Titulaire** en cas de différends avec la CNAM est celle exposée à l'article 38 à 45 du CCAG-FCS.

Il est précisé, que si des difficultés persistent entre la CNAM et le **Titulaire** et qu'aucune négociation n'a abouti, les parties pourront, en application de l'article L. 2197-1 du CCP, recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, ce sans préjudice d'une éventuelle résolution par voie transactionnelle.

Les parties peuvent ainsi :

- Ou recourir à un comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA, Préfecture de région Ile de France, 29 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, Tél : 01 44 42 63 75), cet organisme consultatif de conciliation ne constituant ni une juridiction, ni une instance d'arbitrage, peut être saisi afin de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux parties (articles R. 2197-1 à D. 2197-22 du CCP) ;
- Ou recourir au médiateur des entreprises, ce dernier s'employant notamment à créer des conditions permettant, outre le rétablissement de relations durables entre les parties, une négociation franche et

---

• <sup>2</sup> Il y a force majeure lorsqu'un événement cumule les trois conditions suivantes, selon la jurisprudence constante du Conseil d'État (CE, 7 août 1926, Bouxin ; CE, 4 octobre 2021, Société Olympique de Marseille) : **Imprévisibilité** : l'événement ne pouvait être anticipé raisonnablement au moment de la signature du marché ; **Extériorité** : il ne provient pas de la partie qui l'invoque ; **Irrésistibilité** : il rend impossible l'exécution, même avec des mesures adaptées.

efficace en vue de la conclusion, par les parties, sur la base de leur libre consentement et d'une gratuité de service, d'une transaction, d'un protocole ou encore d'un accord définitif.

Le service de la CNAM auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant : CNAM, DBCSA (50, av du Professeur André Lemierre, 75 986 Paris Cedex 20).

#### 29.1 Attribution d'une juridiction

En cas de difficulté entre la CNAM et le **Titulaire** de l'accord-cadre concernant l'exécution des clauses du présent accord, et si aucune solution amiable n'a pu être trouvée après négociation, l'affaire pourra être soumise à une procédure de conciliation en premier ressort.

Si le litige persiste, toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent accord-cadre qui ne pourrait être résolue par application des dispositions du CCAG-FCS sera portée devant le tribunal administratif de Paris :

Située 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

### **ARTICLE 30. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à intégrer, dans l'exécution du présent accord-cadre de formation, des pratiques respectueuses des principes du développement durable, en privilégiant notamment l'utilisation de supports pédagogiques numériques ou recyclables afin de réduire l'impact environnemental, en favorisant les modes de déplacement durables pour les déplacements liés à la formation, et en sensibilisant les stagiaires aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Il veillera également à optimiser la gestion des ressources matérielles et énergétiques utilisées durant les sessions et à privilégier, dans la mesure du possible, des fournisseurs et partenaires répondant à des critères sociaux et environnementaux responsables. Le Titulaire s'engage à rendre compte, à la demande du Client, des actions entreprises pour respecter cet engagement.

### **ARTICLE 31. DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Les dérogations au CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du présent Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCP) et dans l'Acte d'Engagement (AE), sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCP par lequel est introduite cette dérogations	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
6	4.1
7.5	13.1.2
21	14.1
25	42
Articles de l'AE par lequel est introduite cette dérogations	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
3	4.1

